

Perspectives

ISSN-L 0981-6178

Agir en Touraine contre les exclusions

ENTRAIDE et SOLIDARITÉS – 46 avenue Gustave Eiffel - 37100 TOURS – 02 47 31 87 00 – infos@entraideouvriere.org

N°305 – JUILLET 2018



LE PETIT RAPPORTEUR : l'hospitalité en péril ?.....	2
LES CHIFFRES de la précarité en Indre-et-Loire.....	2
ACTUALITE : où va la politique sociale ?.....	3
DOSSIER : assemblée générale 2018, un développement maîtrisé.....	4
L'activité se diversifie.....	6
Conseil d'administration : qui fait quoi ?.....	9
PARTENAIRE : le garage solidaire Solidarauto est ouvert.....	10
VIE DE L'ASSOCIATION : Les lieux de l'Entraide en racontent l'histoire.....	11
Ne l'appellez pas « contrôleur de gestion ».....	12
VIE DES SERVICES : MNA : l'accueil s'organise, l'afflux continue.....	13
Le Pôle social et médical dans ses nouveaux murs.....	13
A Loches avec les Compagnons Bâisseurs.....	14
Prison-Justice : nouveau directeur au SPIP.....	15
Ça roule contre les violences faites aux femmes.....	15
ITINERAIRES : Mohammad, un Afghan « oublié » par la France.....	16

ÉDITO

Innovons en faveur des plus fragiles, et avec eux

Dans un contexte d'extrême saturation des dispositifs d'hébergement et de diversification des publics sollicitant une prise en charge, l'Etat a publié en mai dernier un arrêté national fixant des tarifs plafonds pour les CHRS. Cette décision vise à réaliser une coupe budgétaire de 57 millions d'euros sur le budget des CHRS pour les quatre prochaines années.

La FAS (Fédération des Acteurs de la Solidarité) a demandé à l'Etat un moratoire sur ce plan d'économies, ainsi que l'ouverture d'une concertation nationale permettant de mesurer l'impact social de la nouvelle tarification et de définir une évolution des missions de l'hébergement. Cette stratégie quinquennale doit être, en effet, l'occasion de redéfinir avec les pouvoirs pu-

blics et les personnes accueillies, les modalités d'accompagnement et d'accès au logement.

Développer, à partir des CHRS, l'accompagnement social « hors les murs », permettre un accès direct au logement, l'accueil en diffus lorsqu'il est souhaité par les personnes concernées, sont des voies d'avenir déjà empruntées par notre association. Elles ne peuvent s'imposer par injonction budgétaire, elles doivent respecter le choix de vie des personnes et nécessitent un accompagnement au changement des pratiques professionnelles.

Marie-Paul Legras-Froment,
Présidente d'Entraide et Solidarités

L'hospitalité en péril ?

« **L** / *Aquarius, qui a secouru 629 migrants, a changé de cap en raison de l'état de la mer et navigue désormais près des côtes de la Sardaigne pour éviter le mauvais temps et préserver les rescapés malades, épuisés et choqués d'une situation intenable... L'errance méditerranéenne du bateau a mis en lumière la vacuité de la politique migratoire européenne tiraillée entre les positions divergentes de ses Etats membres* ».

Cet extrait de la *Nouvelle République* du 15 Juin dernier peut provoquer, ipso-facto, plusieurs sortes de réactions. Vu la complexité du problème migratoire, nul ne peut prétendre avoir là-dessus une solution pleinement satisfaisante. Il faut donc éviter de diaboliser les personnes en fonction de leurs convictions politiques⁽¹⁾.

Il reste que **les migrants ne sont pas d'abord des problèmes à régler, mais avant tout des vies et des visages**.

Dans un livre paru récemment⁽²⁾ deux philosophes, Guillaume Le Blanc et Fabienne Brugère, s'interrogent sur **"la fin de l'hospitalité"**. Valeur traditionnelle depuis l'Antiquité, vertu fondatrice de notre humanité, est-elle en train de disparaître ?

La réflexion est très profonde, exigeante. La lecture parfois difficile. Ecartant le choix d'une hospitalité d'Etat, ils veulent mettre en lumière l'hospitalité "éthique" personnelle. Emplie de rappels historiques, appuyée sur une enquête de terrain qu'ils ont réalisée eux-mêmes en parcourant la "jungle" de Calais à Berlin dans les camps de réfugiés de toute l'Europe, leur argumentation convaincante repose sur un principe philosophique fondamental : « chaque chose, autant qu'il est en elle, s'efforce de persévérer dans son être ».

En prenant exemple sur la mer qui sert souvent de voie de survie, ils écrivent : « Au commencement, il y a la mer... mais ce n'est pas un commencement, ce

n'est jamais un commencement, car il y a déjà toute une vie avant le départ... Le passage de la mer est intentionnel. Il ne renvoie ni à un désir d'évasion, ni à un désir d'invasion. **Il repose sur un calcul fondé sur un désir de persévérer dans son être** ; l'être humain aspire à déployer sa puissance de vie... Le désir de partir n'a donc rien de sauvage ou d'archaïque. Il est la conscience d'une vie malmenée dans son appétit de vivre et qui veut renouer avec sa puissance d'être et d'agir. **Exister, en quelque sorte** ».

Ils disent encore : « Les réfugiés, comme Moïse, veulent que la mer s'ouvre devant eux pour passer et continuer d'espérer en une vie meilleure. C'est une route de l'exil, incertaine, mais c'est aussi une logique vitale que la rationalité des vies menacées ne peut manquer de produire... L'exil est contraint. La traversée de la mer est un moyen de s'inventer une vie décente quand cette décence n'existe plus sur le territoire d'ancrage initial... **La seule chance avec la vie, c'est qu'on peut revivre plusieurs fois. Ce n'est pas le cas avec la mort** ».

Une fois admis ce présupposé, il reste à chacun de nous de partager ou de refuser leur conclusion : « *Savons-nous encore accueillir ? Nous avons vu des barbelés prospérer dans les prairies. Des murs pousser comme des champignons. Sous nos yeux, nous avons vu l'étranger cesser d'être un hôte pour devenir un ennemi, un barbare qu'il faut éloigner, repousser, ne plus voir... En cessant d'accueillir nous éloignons des mondes qui sont pourtant là, nous fabriquons de l'invisibilité et croyons ainsi pouvoir gommer des vies humaines qui frappent à notre porte... Faire qu'il n'y ait plus personne là où il y a quelqu'un, c'est le contraire de l'hospitalité, c'est l'inhospitalité. Or l'inhospitalité devient hostilité ou haine. La haine isole, l'hospitalité rassemble* ».

Libres propos de Jean Paillou

(1) Cf. Editorial et sondage, *La Croix* 7 Juin 2018.

(2) "La fin de l'hospitalité" Edition Flammarion. 239 pages. Livre de poche. 8€.

LES CHIFFRES DE LA PRECARITE EN INDRE-ET-LOIRE

	mars	avril	mai
Total des appels au 115	3889	3169	2599
Nombre cumulé des refus au 115	589 soit 185 personnes distinctes	1672 soit 335 personnes distinctes	1219 soit 297 personnes distinctes
Ménages en attente d'hébergement d'insertion	172 ménages soit 246 personnes	145 ménages soit 240 personnes	166 ménages soit 264 personnes

La fin de la période hivernale a coïncidé avec une diminution du nombre des appels au 115, mais aussi avec une augmentation du nombre de refus. Ces refus sont dus à la fermeture des dispositifs hivernaux. L'attente pour une entrée en hébergement d'insertion ne faiblit pas : 264 personnes sont en attente d'entrée en dispositif d'insertion, soit 75% du nombre total des places d'insertion sur le département.

Où va la politique sociale ?

Cacophonie gouvernementale, ou stratégie médiatique délibérée ? Après les déclarations ministérielles en tous sens, en juin, concernant l'avenir des aides et des minima sociaux, « on » nous annonçait une clarification du président de la République lui-même. Pour ne pas dire un vrai virage social. Au congrès de la Mutualité française, il a bien confirmé des avancées en matière de remboursements de soins. Pour le reste, début juillet, c'était toujours le flou. Trois de ses éminents conseillers économiques ont eu beau le presser d'engager un volet social, on retient pour l'instant, selon la petite phrase habilement rendue publique, que le social coûte « un pognon dingue, sans sortir les gens de la pauvreté ». Le rapport d'experts sur les moyens de réduire les dépenses publiques était, lui aussi, censé apporter des éclaircissements : on apprend finalement qu'il ne sera pas publié... Quant au « plan de lutte contre la pauvreté » annoncé également pour juillet, il est reporté à l'automne. Les quelques indices distillés çà et là conduiraient plutôt à douter de la volonté du président de la République de « rééquilibrer » sa politique en faveur des plus défavorisés : gel du point d'indice des fonctionnaires par-ci, gel des aides au logement par-là, interrogations sur la prime d'activité, et pour ce qui nous concerne directement, coupe dans

les budgets des centres d'hébergement et de réinsertion sociale. Sur le terrain d'une opinion ainsi préparée, le chef de l'Etat n'a fait que répéter son credo : traiter les causes plutôt que soigner les effets de la pauvreté. C'est louable. Mais s'en remettre au seul et hypothétique développement économique pour réduire, dans deux ou trois ans peut-être, la précarité et les inégalités, reviendrait en vérité à renoncer à toute lutte contre les exclusions. Le département est loin d'être le plus à plaindre, mais l'INSEE révélait le mois dernier qu'en 2015, 11,7% des Tourangeaux avaient un revenu inférieur au seuil de pauvreté. Ici aussi, par conséquent, invoquer le concept d'« émancipation » ne saurait tenir lieu de feuille de route des réformes. La prétendue crise migratoire occulte la crise sociale, et tout se passe comme si les exclus pouvaient attendre. Mais ici aussi, l'impatience grandit. Il faut se garder bien sûr des raisonnements simplificateurs, et le moment n'est sans doute pas venu de confronter les mesures en faveur des plus démunis aux engagements du candidat en 2017. Par exemple en matière d'appui aux associations ou à l'économie sociale et solidaire. Mais ce moment viendra vite.

Jean-Paul Mercier

Un livre pour « Comprendre les inégalités »

Ce livre du directeur de l'Observatoire des Inégalités, Louis Maurin, veut donner à chacun des repères pour observer, mesurer et analyser les inégalités. Il vous invite à porter un regard éloigné des tumultes de l'actualité. A observer d'un œil neuf et critique. Le guide pratique de tout lecteur sensible à la question et qui refuse de baisser les bras devant l'injustice sociale. La publication de ce livre a été possible grâce à plus de 400 donateurs qui ont contribué à son financement. Elle a également reçu le soutien de la Macif, du magazine Alternatives Économiques, du cabinet d'études Compas, de la Fondation Un monde par tous et de la Fondation Abbé Pierre.

Comprendre les inégalités, édité par l'Observatoire des inégalités, juin 2018, 9 €.

Observatoire des inégalités, 4 allée du Plessis, 37000 Tours, tel.02.47.44.63.08, contact@inegalites.fr



La Table de Jeanne-Marie est de nouveau dressée

Notre article d'avril dernier racontait les déboires de l'association après deux années de « table ouverte » pour les plus démunis, et le désarroi de l'équipe de bénévoles devant l'impossibilité de trouver un local adapté. La solidarité qu'elle manifeste depuis l'origine lui a été rendue. En effet, l'AMAC (Association des Métiers de l'Art et de la Culture) a transféré une partie de ses activités rue Girardeau, et a permis à la TJM d'occuper, depuis la mi-juin, le rez-de-chaussée du 65, rue Febvotte. Aux termes de la convention passée

entre les deux associations, elles se partagent le loyer et les frais.

L'équipe de bénévoles animée par Isabelle Saillenfest dispose ici d'une centaine de mètres carrés, où elle souhaite reprendre très vite l'activité cuisine et accueillir, de 10h à 16h, une cinquantaine de personnes. Mais la présence de l'AMAC devrait aussi permettre d'élargir les interventions à des activités culturelles.

Contact : 06.88.25.20.96

Assemblée générale : un développement maîtrisé

L'année 2017 a vu s'amorcer une expansion et des nouveautés qui se concrétisent en 2018. En assemblée générale, les adhérents ont approuvé ces évolutions et la délicate conduite de ces changements.

L'atmosphère était surchauffée en ce jeudi 17 mai à l'Espace Tonnellé de Tours, non pas en raison de la vigueur des débats – ni mêlée, ni « marrons » en ce lieu dédié au rugby – mais du fait de l'affluence. Plus de 130 personnes – adhérents, salariés, partenaires – ont pris part à ce rendez-vous annuel, dont la présidente a donné le coup d'envoi en présentant son **rapport moral**, dont on retiendra ce qui suit.

« 70 ans de lutte contre l'exclusion, contre toutes les exclusions, cela mérite bien une fête. Temps de débats, temps de rencontres, temps conviviaux ont jalonné 2017 et se poursuivront en 2018. La conférence-débat « Des parcours vers l'emploi », en octobre, fut la première des manifestations qui vont marquer durant un an le 70^e anniversaire de l'Entr'Aide Ouvrière.

Louis Gallois, président de la Fédération des Acteurs de la Solidarité, en était l'invité d'honneur, et plus de trois cent personnes y ont participé à la mairie de Tours, où des acteurs locaux ont témoigné concrètement de ce qui se fait en Indre-et-Loire (salariés en insertion et employeurs, responsables de la Direction du travail et du Conseil départemental). Le président de la FAS a réaffirmé la nécessité de conjuguer deux actions : permettre aux personnes de se remettre dans des parcours, de se mettre en situation d'emploi, ce qui demande de conjuguer accompagnement social et professionnel ; mais d'autre part et il insiste : « il faut des politiques nationales, nous demandons une augmentation significative du nombre d'emplois en insertion ».

Le deuxième temps fut, en décembre, la première projection du film consacré aux 70 ans de l'Entr'Aide ouvrière, qui retrace au moyen de témoignages ces décennies d'évolution et d'expansion de l'association, dans la fidélité à ses valeurs d'origine, jusqu'à l'association d'aujourd'hui totalement laïque, à la fois gestionnaire et militante. Deux cent personnes ont participé à ce grand moment de partage. L'occasion de rappeler les valeurs de l'association : respect de la personne et promotion de l'Homme, solidarité et fraternité... Des valeurs parfois difficiles à mettre en œuvre car les événements bousculent le quotidien.

Ainsi, l'actualité de l'année écoulée nous a interpellés, elle a été d'une rare violence pour les personnes exilées. Les associations ont dû réaffirmer les principes et les priorités de nos actions vis à vis des étrangers, en particulier l'accueil inconditionnel et le respect des missions d'accompagnement en faveur des personnes en situation de précarité, quelle que soit leur situation administrative. Avec les participants à la Coordination migrants, nous avons rencontré les députés et porté l'amendement au projet de loi « asile/immigration » proposé par les associations sur le plan national...

En Indre-et-Loire comme dans les autres départements, nous avons assisté à une augmentation importante des flux des demandeurs d'asile, et à l'arrivée en grand nombre de jeunes mineurs isolés non accompagnés. Ce n'était pas le public que jusqu'à présent nous accompagnions. Le débat mené en bureau et en CA avec la direction et les équipes, nous a conduits à prendre une nouvelle fois nos responsabilités et à nous engager dans l'accueil de ces jeunes mineurs... En votre nom, et en conscience, nous avons accepté ces missions - qui peuvent être regardées comme des orientations nouvelles pour votre association - en considérant leur caractère d'urgence et leur adéquation avec notre Projet associatif.

Nouveaux publics, nouvelles activités... l'association « grossit », au-delà de ce qui était prévu et prévisible l'an dernier. Le développement de l'association est certes nécessaire pour pérenniser sa viabilité dans une perspective de l'asile plus solidement, financièrement et dans le territoire, mais aussi pour continuer à la professionnaliser dans des champs et vers des publics différents (Lits d'Accueil médicalisés, personnes réfugiées...). Mais nous ne sommes animés d'aucune volonté expansionniste. Pour éclairer l'avenir, autant que possible, dans ce contexte très évolutif, et éviter de subir les événements, un chantier « prospectif » sera ouvert dans les prochains mois.



L'AG est aussi un moment de convivialité

Un plan stratégique bien engagé

Le rapport moral rappelait ensuite qu'« à l'AG de 2107, le plan stratégique 2017-2020 vous a été présenté : « Conjuguer militantisme et professionnalisme, des valeurs aux actes ». Ce plan fixait 36 actions à réaliser en trois ans et demi. Nous sommes fiers de vous présenter ce qui a déjà été collectivement réalisé.

AXE 1 : accentuer la participation des personnes accueillies : les interviews des personnes accueillies et des salariés en insertion se sont terminées en février 2018. Une présentation des résultats et un échange avec les personnes hébergées et les équipes ont été réalisés, des pistes d'amélioration évoquées. Pour faciliter les élections des délégués, un protocole électoral, une fiche de mission délégué et divers documents ont été rédigés, et un planning annuel élaboré pour les CVS, les élections et réunions des résidents.

AXE 2 : renforcer les partenariats. Un annuaire a été constitué, il recense tous les partenaires déclarés comme tels par les administrateurs et les salariés. Afin de renforcer les partenariats avec les acteurs de la jeunesse, des rencontres avec l'IRFSS, l'ITS et l'IUT-Carières sociales ont été réalisées.

AXE 3 : rechercher l'adéquation entre les besoins repérés et les moyens à mobiliser en allant vers plus de participation des salariés aux réflexions et projets. Un calendrier associatif annuel a été créé incluant l'ensemble des dates à connaître : réunions thématiques, formations, commissions. Une communication en amont de la mise en place de projets importants et un recueil des avis est

fait régulièrement en réunion de la DUP (délégation unique du personnel). Des réunions ont été organisées sur site avec les salariés concernés (projet LAM, IAE).

Et en structurant notre organisation pour l'adapter aux évolutions : recherche active de mécénats et de dons matériels, utilisation des nouvelles technologies informatiques, site internet rénové et finalisé. Enfin, en développant un espace « recherche, évolution, prospective » réunissant des administrateurs et des cadres.

AXE 4 : développer et valoriser les participations citoyennes. En développant les actions bénévoles : mise en place d'un « fichier bénévole », temps d'accueil et d'information tous les 15 jours, questionnaire pour susciter le souhait de formation, connaître les besoins et une première formation proposée. En permettant l'implication des personnes accueillies dans le bénévolat : une sensibilisation a été entamée et des résidents sont maintenant bénévoles ; des bénéficiaires de l'épicerie solidaire participent à la collecte des fruits et légumes sur le marché, à l'animation d'ateliers, aux collectes pour la banque alimentaire, à des travaux d'entretien ou d'aide au déménagement. En mettant en œuvre des actions militantes : lors du plan « grand froid », une mobilisation a permis d'éviter de remettre à la rue, le matin, les personnes abritées dans une salle municipale ; les « familles solidaires » continuent à accueillir des réfugiés. En recherchant l'engagement des jeunes : accueil de jeunes en service civique, émission mensuelle sur Radio Béton, mobilisation d'élèves de l'AFTEC dans la collecte de dons...

« Se rejoindre sur l'essentiel »

Xavier Gabillaud, Directeur départemental de la Cohésion sociale, n'est pas embarrassé par les manifestations d'autonomie de l'association : « Je crois beaucoup à l'interdépendance. Chacun a ses objectifs, mais on peut se rejoindre sur l'essentiel pour une saine, agréable et constructive collaboration. » Il a salué les différents services, en remerciant salariés et bénévoles pour leur implication, et annoncé pour la rentrée « un recalibrage des moyens de l'accueil social ». Reconnaisant au passage que les dispositifs de l'Etat et des collectivités territoriales ne sont pas toujours cohérents, le représentant de la préfète a conclu : « nous sommes tous sous tension. Et sans vous nous ne pouvons rien... » Et il a souligné l'efficacité de l'engagement de la maraude, des actions contre les violences faites aux femmes, ou encore du pro-

gramme « relogement des réfugiés ».

Représentant la Région Centre Val de Loire, Jean-Patrick Gille a invité Entraide et Solidarités à réfléchir avec les élus régionaux en particulier dans deux domaines. La formation, d'une part : « un plan d'investissement-compétences est en discussion, qui prévoit de doubler le nombre des formations en visant des publics de bas niveau. Normalement, d'ici l'automne seront sur la table des dispositifs innovants s'articulant avec les Visas. Faites des propositions... » Et d'autre part les migrants : « nous avons aussi une sensibilité dans ce domaine, où votre travail apporte de nombreuses solutions aux problèmes du département » a conclu l'élu régional.

Des aidés devenus aidants

Comme lors de chaque assemblée générale maintenant, des personnes accueillies ont livré des témoignages qui illustrent à la fois les valeurs et le travail de l'association. En l'occurrence, il s'agissait de quatre bénéficiaires de nos services devenus à leur tour bénévoles. Ainsi Adama, Ivoirien, ancien hébergé du foyer Albert-Thomas actuellement accueilli au Slex, qui a choisi d'être bénévole à la Croix-Rouge puis, avec E&S, d'aider les jeunes mineurs étrangers à apprendre le français. Ou encore ce couple de Chinonais, Claude et Sophie, qui ont eu recours à l'Entr'Aide Ouvrière (à l'époque) dans une période difficile, contribuent maintenant à l'aménagement d'appartements, aux collectes sur le marché du jeudi ou encore au tout nouveau jardin solidaire : « l'équipe nous a reçus très gentiment, sans préjugés, et traite tout le monde à la même hauteur... » Le parcours de Lilith, arrivée de Russie il y a six ans et qui a attendu cinq ans un titre de séjour, l'a conduite de la résidence Dolbeau à un appartement autonome du Slex, et elle propose des prestations de coiffure à la Petite maison : « c'est génial de travailler avec des retraités qui ne restent pas chez eux ! Il n'y a pas de bénévolat en Russie, et il n'est pas utile de connaître quelqu'un pour l'aider ou lui faire plaisir... »



Des témoins heureux de rendre ce qu'ils ont reçu

Finances en excédent

La représentante du cabinet d'expertise comptable Soregor a présenté, à l'aide de documents projetés, les comptes de l'exercice 2017 qui se soldent par un excédent de 170 159 €. En rappelant que sur une douzaine d'années, les résultats cumulés affichent encore une perte de 250 000 €. Le commissaire aux comptes, Eric Maurice, en a certifié la sincérité sans réserve : « ils reflètent bien l'activité de votre association et l'état de son patrimoine ». Il ajoutait que l'association est « de mieux en mieux armée, sur le plan

comptable, un progrès qui va se poursuivre avec le recrutement d'un contrôleur de gestion ». Et en remerciant les services, il se félicitait de « l'excellent état d'esprit » dans lequel il peut exercer ses contrôles.

En l'absence du trésorier, son adjoint, François Ferrisse, s'est associé aux félicitations à l'adresse des services, en soulignant le progrès que représente « l'éclatement du bilan selon les sept grandes activités ».

Nos orientations pour l'année en cours

Pour 2018, le rapport de la présidente proposait à l'assemblée des orientations « en lien avec les évolutions de la société et conformes à notre Plan stratégique ». Un plan dont de nombreux objectifs demeurent. Elle citait notamment : « mettre en oeuvre les axes d'amélioration découlant du questionnaire en co-construisant avec les personnes concernées. Porter une attention et une impulsion forte à ce que le calendrier soit respecté (élections, réunions...) ainsi qu'au recueil et au suivi des idées émises. Accueillir au CA une personne qui a connu le chemin de la précarité et l'accompagnement de l'association. Caractériser la manière de contractualiser avec nos partenaires. Continuer à échanger avec nos partenaires associatifs, être initiateur ou contributeur dans des prises de position ou actions solidaires. Continuer à développer des activités en recherchant la coopération avec d'autres associations... »

Mais aussi : « Poursuivre l'information des salariés en amont de la mise en place de projets importants, recueillir leur avis et co-construire avec eux de nouvelles réponses aux besoins émergents. Poursuivre la communication vers les adhérents afin de leur permettre de mieux appréhender les choix et positions prises par le conseil d'administration, et ainsi de pouvoir les relayer. Organiser des manifestations permettant la rencontre des adhérents, bénévoles et salariés. Poursuivre la recherche de diversification de nos ressources financières... »

S'agissant d'adapter nos orientations aux évolutions de la société, le rapport concluait : « La conjoncture est venue ajouter à la situation locale des obligations imprévues : l'importance prise par la question des migrants, dont les besoins sont manifestes, nous oblige en effet 1) à veiller localement à la dignité de leur accueil et au respect des textes les concernant ; 2) à revendiquer l'amélioration des conditions de leur séjour ou de leur intégration, sans préjudice pour les autres publics en difficulté ; 3) à adapter notre organisation (ressources humaines, structures, procédures, partenariats...) pour répondre au mieux à leurs besoins spécifiques, avec les moyens dévolus et par le recours au bénévolat.

Pour faire face à ces défis nouveaux, et ceux à venir, un groupe « prospective » est créé, et doit être mise en place une « veille stratégique », tant pour l'adaptation de nos prestations que sur la gouvernance associative garante de nos valeurs... »

Un court débat a permis à Pierre Volovitch, ancien administrateur, qui se réjouit de la pérennisation du cabinet médical, de demander que soit également retenu comme objectif « le développement de l'activité de ce cabinet ». De son côté, l'ancien président André Ledoux suggérait que l'association « fasse localement des interventions publiques contre la politique migratoire de l'Etat. Son poids est tel qu'elle peut se le permettre ». Ce qui amenait la présidente à rappeler les initiatives menées auprès des députés par la Coordination Migrants.

Tous les rapports ont été adoptés à l'unanimité par l'assemblée générale.

Celle-ci, enfin, a reconduit les trois administrateurs sortants : Marie-Paul Legras-Froment (105 voix sur 105 exprimés), Bernard Bonnin (103) et François Ferrisse (105). Ont été également élus au conseil d'administration François Curis (103) et Catherine Savary (103). Siègeront par ailleurs comme « stagiaires » Martine Deligné, Philippe Charron, Patrick Richard, Bruno Payre et Géraldine Freydier.

L'après-midi même, le conseil d'administration a élu le bureau, avec un seul changement : Bernard Bonnin n'ayant pas souhaité rester, faute de disponibilité, est remplacé par Martine Gaudeau-Sedilleau, qui devient secrétaire adjointe.

Les contributions des commissions

Le conseil d'administration a mis en place, depuis longtemps, cinq commissions : Vie associative, Finances, Bénévolat, Communication, Prison-Justice. Elles sont toutes animées par un administrateur, et comptent toutes un ou plusieurs salariés membres de la direction. Elles sont d'ailleurs, sauf celle des Finances, ouvertes à tout adhérent : si vous souhaitez rejoindre une commission, laissez le message au secrétariat de direction (02.47.31.87.00, ou infos@entraide-et-solidarites.fr). Ces commissions se réunissent très régulièrement et agissent dans leur domaine de responsabilité. Elles contribuent par ailleurs à ouvrir des pistes de réflexion et nourrir les échanges et débats au sein du conseil d'administration. En

proposant et préparant ainsi nombre de décisions, elles jouent un rôle irremplaçable pour « faire avancer » l'association et l'adapter sans cesse aux évolutions de son environnement. On peut retrouver pour chacune un compte rendu du travail de l'année écoulée dans le rapport d'activité à la disposition de tout adhérent (et sur internet : <http://entraide-et-solidarites.fr/wp-content/uploads/2018/05/rapport-dactivit%C3%A9-2017-2.pdf>).

Divers groupes de travail sont également constitués, notamment sur l'hébergement-logement, la participation des personnes accueillies, ou encore le développement durable.

L'activité 2017 : à plein régime!

La présentation du rapport d'activité par le directeur général, Eric Le Page, s'appuyait sur des documents projetés. L'effectif global, à 124,3 équivalents temps plein fin 2017, avait baissé de 5 salariés du fait du gel de certains postes. Début 2018, de nombreux recrutements ont été rendus nécessaires par l'ouverture des nouveaux services. L'année dernière a enregistré une nouvelle baisse des heures d'absence, le renforcement de la communication interne, la signature d'un accord sur l'égalité hommes-femmes, et surtout la création d'une Délégation unique du Personnel. L'intervention de 216 bénévoles a été évaluée à 11,4 ETP.

Le directeur soulignait par ailleurs « l'important dossier de réhabilitation du CHERPA, en cours depuis plusieurs années. Les travaux portant sur l'isolation, la chaufferie, l'accueil, la salle de restauration, sont achevés et redonnent à cette résidence une image plus moderne et des conditions d'accueil de meilleure qualité. A Chinon, nous avons acquis en 2016 un bâtiment à réhabiliter pour permettre le regroupement de nos services. Les travaux engagés fin 2016 ont permis l'installation de nos services d'accueil, d'hébergement, de formation et de nos chantiers d'insertion en aout 2017. Ce nouveau site localisé près de la gare et des services publics offre une meilleure accessibilité pour les personnes accompagnées. Par ailleurs, nous devons trouver un local de substitution à notre immeuble de la place des Halles, devenu inadapté à l'accueil du public. L'association a donc investi dans un espace rue Marcel-Tribut, où d'importants travaux d'aménagement viennent de s'achever. L'ouverture est prévue pour la fin du mois de mai.

Nous devons poursuivre notre programme de réhabilitation par la modernisation de notre site de Chambray qui héberge les chantiers d'insertion. Les conditions de travail sur ce site ne sont pas à la hauteur de nos ambitions quant à la garantie d'un accueil de qualité. Les travaux pour 2018 et 2019 porteront sur les sanitaires, les vestiaires et les bureaux. Enfin, le développement de notre service de formation exige que nous aménagions le rez-de-jardin du 46 avenue Gustave-Eiffel pour créer des salles de formation supplémentaires.

La création d'un secteur santé

En fin d'année 2017, nous avons obtenu l'autorisation d'ouverture d'un nouveau service de 15 places appelé : « Lits Accueil Médicalisés (LAM) ». Il s'agit là de la concrétisation d'un projet que nous espérons depuis plusieurs années... Prendre en charge la question de la santé dans le cadre d'un accompagnement global a toujours fait partie de notre projet associatif. Aujourd'hui, nous souhaitons rendre plus visible cette facette de notre intervention en créant un secteur santé qui regroupera notre cabinet médical, l'Athoba, les lits Halte Soins Santé et ce nouveau service LAM.

Nouveaux services en direction des migrants

A la demande du Conseil départemental, nous avons mis en place dans l'urgence, au courant de l'été, un dispositif d'accompagnement des Mineurs (étrangers) Non Accompagnés. Le nombre de ces jeunes est passé progressivement de 15 à 60. Parallèlement, le service restauration sur le site du CHERPA a vu le nombre de repas servis quotidiennement progresser jusqu'à près de 200 couverts par jour, toujours à la demande du Conseil départemental...

En février 2018, l'Etat nous a sollicités pour assurer l'accompagnement social des réfugiés dans le cadre d'un plan national pour l'aide au logement de ces publics. L'objectif ambitieux est fixé à 256 ménages à reloger dont 51 en provenance d'une plateforme nationale. Ces deux nouveaux dispositifs se sont installés dans les locaux loués au Secours catholique rue de la Fuye.

Renforcer l'accompagnement des sortants de prison

Grâce au soutien de la Fondation de France, nous avons développé, à partir de Février 2017, un service d'accompagnement à la sortie de détention. Cette initiative a démontré toute sa pertinence et est saluée par les services de la justice. Notre ambition vise à la pérenniser et la renforcer en y associant un dispositif d'hébergement dédié.

La formation comme outil d'intégration

Le développement de notre service formation s'est poursuivi en 2017, le nombre d'heures de formation progresse de 55 %. Nos formations de lutte contre l'illettrisme ont pu être maintenues grâce au soutien du Conseil départemental et nous avons fortement augmenté notre activité « Visas » avec le Conseil régional.

Adapter notre organisation à la croissance

Les nouveaux projets décrits ci-dessus engendrent la création d'environ 35 équivalents temps plein, et un accroissement de notre budget d'environ 10 %. Afin de maîtriser cette croissance, nous avons décidé de renforcer nos outils de gestion en renforçant notre service de la paie (+0.3 ETP) et en créant un poste de contrôleur de gestion/directeur financier



D'importants travaux ont eu lieu à la résidence CHERPA

Des chiffres édifiants

Le secteur accueil-orientation a reçu 16 960 personnes (+7,8 % sur un an), qui ont donné lieu à 3 100 entretiens sociaux et 702 « élections de domicile » (+36 %). Comme en 2016, les personnes accueillies sont pour moitié d'origine étrangère. Les entretiens ont débouché sur 1 001 solutions d'hébergement, 614 de logement, etc.

Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO). Le 115 a reçu 41 793 appels (+16 %) de 2 845 personnes distinctes, pour

36 458 demandes d'hébergement dont 52 % ont pu être satisfaites (contre 31 % en 2016) du fait de l'accroissement du nombre de places d'hébergement d'urgence avant 2016. La Commission unique d'Orientation enregistre une baisse de près de 50 % du nombre d'entrées dans le dispositif d'insertion. Une demande sur sept débouche sur un logement et les délais d'attente s'allongent. Et la fonction d'observatoire social du SIAO n'est toujours pas aboutie. Les 2

salariés épaulés par les 12 bénévoles de la maraude ont rencontré 8 800 personnes (stable) et effectué 284 actes d'hébergement, 271 d'aide au budget, 172 de santé, etc., et servi 8 235 collations.

Service d'accompagnement prison-justice. La Petite maison, où la borne de réservation des parloirs est désormais opérationnelle, a accueilli 8 030 personnes (dont 1 200 enfants). Parmi les détenus, 85 personnes ont été orientées vers le dispositif de préparation à la sortie. Leur nombre est encore trop faible pour être interprété mais les résultats sont encourageants. On recherche des financements pour pérenniser cette action.

Le programme « familles solidaires » d'accompagnement des réfugiés avait totalisé 13 hébergements fin 2017, mais trop peu de familles accueillantes.

Migrants. Pour les mineurs non accompagnés (60 nous sont confiés), la question de leur régularisation administrative à leur majorité reste posée. Et on attend des moyens supplémentaires pour étoffer l'équipe chargée du relogement des 256 ménages de réfugiés.

Secteur santé. Avec 1 725 consultations de médecine générale, l'activité du cabinet médical a été stable, mais a concerné un plus grand nombre de patients (665, soit plus 27%). Les deux infirmiers ont suivi 625 personnes, soit une activité en forte hausse (317 l'année précédente) due à une « violence de rue » particulièrement forte en 2017. Les dix places de LHSS (Lits halte soins santé) ont fait le plein en accueillant 23 personnes pour 3 650 nuitées, avec une durée de séjour qui a doublé (167 jours en moyenne).

L'ATHOBA a enregistré 53 prises en charge, comme l'année précédente, mais toujours moins sur injonction judiciaire, qui ont donné lieu à 478 séances de soins (dont 298 en groupe) pour ces hommes auteurs de violences conjugales. Et 3 stages de sensibilisation ont été réalisés.

L'Hébergement

L'hébergement d'urgence totalise maintenant 266 places à E&S, dont 33 pour demandeurs d'asile et 48 situées dans des hôtels. Elles ont totalisé 74 469 nuitées, et 78 992 avec les dispositifs ponctuels (plan hivernal, femmes victimes de violences, etc.) soit une augmentation de près de 15%, qui ont concerné 1 287 personnes. Les durées de séjour ont encore fait l'an passé un bond important (296 jours, +58%), du fait de la forte présence de ménages en situation administrative précaire. En six ans, la durée de séjour a été multipliée par 9. « L'augmentation du nombre de places, jusqu'en 2016, a masqué le fait que le problème de fond n'est pas réglé ».

L'hébergement d'insertion compte à l'association 349 places : 217 en CHRS collectif ou diffus, 10 en « stabilisation », 112 en logements temporaires, 10 en LHSS. A 113 853 nuitées, le taux d'occupation est resté tout à fait stable l'an dernier (94,7%). Le nombre de

personnes hébergées a légèrement diminué à 615, du fait là aussi de l'accroissement des durées de séjour. Avec une augmentation de plus de 37% du nombre de femmes seules avec enfants, et pas davantage de prises en charges au titre de l'Aide sociale à l'Enfance (19, soit -64% par rapport à 2015. Le taux de sortie vers le logement est en léger recul, à 56% contre 57,7 en 2016, mais reste très au-dessus de la moyenne nationale. La perspective d'une diminution de 3% de la dotation menace ce secteur : « L'Etat considère que ce qui est vertueux, c'est le logement. C'est intéressant, mais on sait bien qu'il y a des personnes qui ont provisoirement besoin de davantage d'accompagnement... »

L'épicerie solidaire de Chinon, qui enregistre toujours un léger déficit, a aidé 82 familles représentant 230 personnes, et organisé de très nombreuses animations.

Chantiers d'insertion

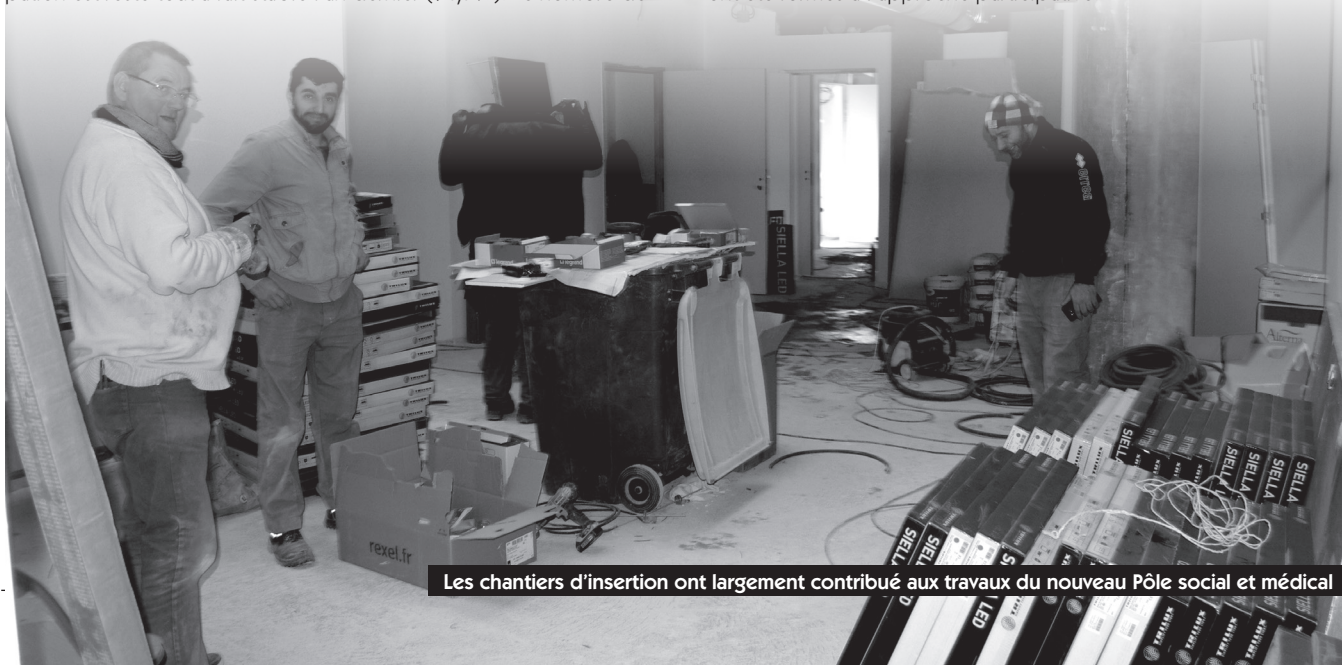
Nous avons toujours quelques inquiétudes quant à la pérennisation des CAVA (contrats d'adaptation à la vie active), qui ont concerné 24 personnes à la production de caissettes en bois, pour 6 396 heures travaillées. Un groupe de travail va être constitué pour faire évoluer ce dispositif, « irremplaçable pour les publics les plus en difficulté ».

A Tours et Chinon, les chantiers d'insertion disposent de 23 salariés permanents et 4,5 ETP de conseillers en insertion professionnelle. Ils se sont occupés en 2017 de 229 salariés en insertion, dont 47% de demandeurs d'emploi de longue durée. Un effectif en légère progression, qui a réalisé un chiffre d'affaire de 1,54 million €, en hausse, dont plus de la moitié en prestations internes à l'association du fait de nombreux travaux en cours. L'année dernière s'est traduite par une nouvelle progression du taux de « sorties dynamiques », qui a atteint 56,3%.

Le Centre de formation

Il emploie 8,5 équivalents temps plein, et reçoit le concours de 67 bénévoles correspondant à 3,9 ETP. Le nombre de personnes formées en 2017 a atteint 1 057, une centaine de moins qu'en 2016, mais le nombre d'heures de formation a fait un bond de 55 % à 76 150 heures. Pour les actions contre l'illettrisme les perspectives 2018 sont un peu plus favorables. Et auprès des migrants, on souhaite « mettre le paquet » sur le français langue étrangère. Le centre est maintenant référencé dans la base « Datadock », qui permet d'obtenir des financements publics ou privés.

L'expression des personnes accueillies est toujours une priorité. Un groupe de réflexion et d'action, où chaque service de l'hébergement est représenté, remplace le COPILPA. Et l'an passé, 36 salariés ont été formés à l'approche participative.



Les chantiers d'insertion ont largement contribué aux travaux du nouveau Pôle social et médical

Conseil d'administration : qui fait quoi cette année ?

La composition du conseil et celle du bureau ont légèrement changé depuis l'assemblée générale du 17 mai. Voici la nouvelle répartition des tâches, au sein du bureau, des commissions et groupes de travail.

Les administrateurs



Francis Berthon
Commissions Bénévolat et Communication, groupes Participation-Solidarité (dont CVS), et Sondage-Qualité



Bernard Bonnin
Commission Finances, Entraide Ecobois



Annick Bourret
Groupes Hébergement-Logement, Familles solidaires, Transgressions, Fédération des Acteurs de la Solidarité, URIOPSS



Philippe Charron
Administrateur stagiaire, commission Bénévolat, groupe Formation



François Curis
Groupes IAE, Développement durable, Plan stratégique, RGPD



Dominique de Lannoy
Commission Prison-Justice, groupe Transgressions



Martine Deligné
Administratrice stagiaire



Frédéric Fleury
Responsable de la commission Vie associative, groupes IAE, Plan stratégique,



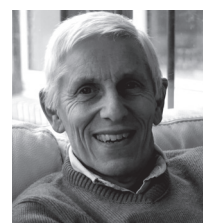
Martine Fontenis
Commission Prison-Justice, Groupes Formation, Familles solidaires, Coordination Migrants



Géraldine Freydier
Administratrice stagiaire, commission Prison-Justice, groupe Participation-Solidarité, FAS



Françoise Joyeux
Commission Bénévolat



Philippe Leconte
Commission Prison-Justice, bénévolat à la Petite maison



Annick Morice
Responsable de la commission Bénévolat, bénévole à Chinon



Georges Mougel
Commission Vie associative, CCAS de Tours



Bruno Payre
Administrateur stagiaire, commission Communication



Patrick Richard
Administrateur stagiaire, groupe Hébergement-Logement, bénévolat à la Maison d'arrêt



Georges Rondeau
Commission Prison-Justice, groupe Participation-Solidarité (dont CVS), bénévolat à la Maison d'arrêt



Catherine Savary
Administratrice stagiaire, bénévolat à Chinon, commission Bénévolat, groupe Formation



Pierre Trinon
Commission Communication, groupe Perspectives



Frédérique Vallée
Commission Vie associative, responsable des groupes Sondage-Qualité et Développement durable, bénévolat à la Maraude

Le bureau d'Entraide et Solidarités



Marie-Paul Legras-Froment
Présidente, commissions Finances, Vie associative, groupes Hébergement-Logement, Plan stratégique, Coordination Migrants, URIOPSS



Monique Carriat
Vice-présidente, responsable commission Prison-Justice, commissions Bénévolat et Finances, groupes Transgressions, Participation-Solidarité (suppléante au CVS), Familles solidaires, Coordination Migrants, FARAPE, Barque to the Future



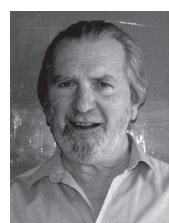
Patrick Minier
Vice-président, DUP (Délégation unique du Personnel), commissions Vie associative et Finances, groupe IAE, Garage solidaire, CCAS de Saint-Avertin



Jean-Noël Rouet
Trésorier, commission Finances, Plan stratégique (responsable), bénévolat à Chinon



François Ferrisse
Trésorier adjoint, responsable de la commission Finances, DUP, groupe Hébergement-Logement



Jean-Paul Mercier
Secrétaire, responsable de la commission Communication, animateur du groupe Perspectives, commission Finances



Martine Gaudreau-Sedilleau
Secrétaire adjointe, commissions Vie associative, Bénévolat, Finances, groupe Formation

Entraide et...Solidarauto !

Le « garage solidaire » Solidarauto 37 a ouvert ses portes au mois de mai à Joué-lès-Tours. Rappelons le principe de ce nouvel outil : permettre à des personnes en situation de précarité d'acheter un véhicule pour pouvoir accéder à l'emploi et d'aller vers l'autonomie sociale et économique.

C'est-à-dire pas seulement pour chercher un emploi ou se rendre à son travail, mais par exemple pouvoir se former, se soigner, choisir son logement ou emmener ses enfants à l'école, etc. En effet, les organismes ou associations d'aide aux personnes défavorisées ont constaté depuis longtemps l'importance de la mobilité sur la vie de ces publics et sur leur capacité à surmonter les difficultés. Acheter et entretenir une voiture dans un garage traditionnel est le plus souvent au-dessus de leurs moyens, et leur immobilisation forcée entraîne ou accélère leur exclusion. C'est pourquoi ces acteurs (1) se sont regroupés en 2016 pour créer Solidarauto 37, que préside Jean Carré. Depuis le début, Entraide et Solidarités accompagne et soutient le projet.

Comment aider à la mobilité des personnes qui en ont besoin ? Des particuliers, des entreprises ou des collectivités donnent un ou des véhicules à l'association, qui espère en collecter jusqu'à 300 par an. Un don qui peut permettre une réduction fiscale puisqu'elle est reconnue d'intérêt général. Dans ce garage de Joué-lès-Tours, dont ils partagent l'espace avec Mobilité Emploi 37 (<http://mobdemploi37.fr/>), les salariés de Solidarauto, des mécaniciens professionnels, « auscultent » les véhicules et les remettent en état. Les voitures trouvent une seconde vie quand elles sont vendues à moindre prix à des personnes en difficulté, avec une garantie de trois mois (visites possibles du lundi au vendredi, le matin). Les « clients » sont orientés vers le garage solidaire par les partenaires « prescripteurs », et doivent justifier de leurs besoins et de leurs ressources. L'association Wimoov est également partenaire et peut aider à évaluer le besoin (<https://www.wimoov.org/plateforme-centre-val-de-loire>).

Si donc vous envisagez de vous séparer de votre ancien véhicule, nous vous invitons à remplir le formulaire de don sur le site [Solidarauto.org](http://solidarauto.org) afin de communiquer toutes les informations pratiques : <http://solidarauto.org/formulaire-don/>

Le garage solidaire propose une seconde activité : la maintenance et la réparation des véhicules, à des tarifs préférentiels pour les « bénéficiaires » (en situation de précarité) et au tarif du marché pour le grand public. Les conditions d'accès et les tarifs sont précisés sur le site de Solidarauto 37.

Cette initiative, mise en œuvre sans subvention de fonctionnement, vient heureusement compléter en Touraine la panoplie des instruments de lutte contre les exclusions. Des frais importants sont engagés pour les locaux, le matériel, et bien sûr le personnel que l'association a voulu d'une compétence indiscutable en recrutant Guillaume, directeur, Selim, responsable d'atelier, et Lucas, mécanicien. N'hésitez donc pas à faire connaître dans votre entourage l'existence de ce garage solidaire.

**Solidarauto : 11 bis rue Joseph Cugnot
37300 Joué-les-Tours
Tel. 02 47 63 67 15
contact.solidarauto37@gmail.com
<http://solidarauto.org/garage-solidaire-tours/infos/>**

(1) A l'initiative du Secours catholique et de la fédération Solidarauto, il s'agit localement des professionnels (garages et agences de marques, fournisseurs...) qui permettent à l'association de bénéficier des moyens nécessaires pour ses prestations dans des conditions favorables ; des entreprises et collectivités qui lui donnent des voitures : CAF, Conseil départemental, Crédit agricole, etc. Et des associations et fondations qui la soutiennent financièrement et la font bénéficier de leur réseau, notamment fondation Caritas France, Eiffage, Michelin, PSA, Sillon solidaire... Patrick Minier, vice-président d'Entraide et Solidarités, représente notre association au sein de Solidarauto 37.



Les lieux de l'Entr'Aide en racontent l'histoire

Le 3 Juin dernier, un rallye-vélo regroupait des mordus du Collectif cycliste 37, des adhérents, des administrateurs, des salariés, des bénévoles et des résidents d'Entraide et Solidarités, tous curieux de découvrir l'histoire de notre association au fil de lieux emblématiques d'hier et d'aujourd'hui. Une animation organisée pour marquer le 70^e anniversaire de l'association.



Il convenait assurément de commencer par emmener la quarantaine de participants devant le 24, rue Bernard-Palissy et d'y faire écouter le message fondateur de l'abbé Pineau :

« 1947 : Mon évêque venait de me confier l'aumônerie de la prison... et voici qu'un soir de Décembre se présente à la permanence un homme sorti le matin même de la maison d'arrêt... sans ressources, sans gîte, il vient me réclamer une aide... la conversation s'engage et se prolonge... Au moment de partir, tandis que nous nous serrons la main, l'homme me lance : " dans quinze jours ce sera Noël et je serai aussi gueux qu'avant".

Ce qui pour l'homme n'était vraisemblablement qu'une boutade fut pour moi un choc brutal ! C'était donc vrai que pour des hommes, semblables à moi, Noël ne signifiait rien et ne changeait rien ? D'un coup, derrière cet homme, j'ai vu se profiler la foule de ceux et de celles qui pouvaient prendre à leur compte la même interpellation à l'adresse des chrétiens qui, comme moi, préparaient Noël dans l'inconscience.

Et pourtant, plus que d'autres sans doute, je savais certaines misères, certaines conditions de vie, certaines injustices... je savais mais je n'avais pas réellement conscience... c'est-à-dire que ça ne m'habitait pas, ça ne me questionnait pas, ça ne me déterminait pas. Ce soir-là, la rencontre d'un homme pauvre m'a provoqué au nom de tous les pauvres. Ce soir-là, la pauvreté m'a renvoyé à mon attitude de Foi, à l'Evangile, à ma propre destinée. Ce soir-là, j'ai éprouvé le besoin de rejoindre quelques frères chrétiens pour réfléchir avec eux. »

Des lieux d'accueil, d'hébergement, liés au Foyer de Jeunes Travailleurs, s'ouvraient donc alors là aux pauvres des rues de Tours saccagé, aux sortants de prison dont il était l'aumônier, à tous ceux qui venaient chercher près de " l'abbé", pain, vêtements, travail, logement. La première équipe de bénévoles de l'Entr'Aide qu'on appela "Ouvrière" y apportait un courant de fraternité toujours partagé après 70 ans d'évolution.



Le rallye-conférence se poursuivait près de la Gare, juste le temps d'évoquer les Points d'Accueil Solidarité (PAS) inaugurés en 1996. Celui de la Gare (statique) est disparu, celui du contact à la rue portant aujourd'hui le nom de Maraude, est comme hier un lieu de relation humaine pour accueillir, écouter, orienter et parfois même soigner. Un petit effort sur les mollets emmenait ensuite le peloton place des Halles, place Gaston-Pailhou de son vrai nom. C'est l'endroit où les Tourangeaux situent spontanément l'Entraide, mais il n'en fut jamais le siège. C'est en janvier 1976 que le centre d'accueil de la rue Palissy fut transféré au 2, place Jean-Meunier (précédemment place de Courset). En octobre 1983 l'association achetait le 41, place Gaston-Pailhou, qui pouvait communiquer avec la place Jean-Meunier, et l'ensemble allait devenir le CASOUS (Centre d'accueil, de santé et d'orientation pour l'urgence sociale), inauguré le 16 février 1996 par Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé de l'Action humanitaire d'Urgence. Le 24 juin dernier, Entraide et Solidarités a définitivement quitté les lieux, et son Pôle social et médical se situe maintenant 55, rue Marcel-Tribut (lire plus loin).

Avec la "Petite maison" du 25 rue Henri-Martin, c'est un tout autre pan de l'histoire de l'association qui s'ouvrait aux cyclistes d'un jour. Le Comité d'Aide aux Détenus, déclaré aux côtés de l'Entr'Aide en mars 1949, montrait l'intérêt particulier porté aux incarcérés et à leurs familles. Un lieu lui manquait pour assurer totalement cette mission. Acheté en 1986, il est toujours aujourd'hui un lieu d'accueil des proches en attente de parloir, d'écoute, d'information et d'orientation administrative.

Le terme du rallye était le CHERPA (Centre d'Hébergement, d'Evaluation et de Réadaptation pour l'Autonomie), 283 rue du Général-Renault : une occasion de revenir aux origines puisque ce fut le premier centre d'hébergement de l'association. Construit par la Ville de Tours, inauguré par Jean Royer le 17 décembre 1961 et loué à l'EAO, agréé pour 75 lits en 1972, il pourrait à lui tout seul permettre d'évoquer toute l'évolution des 70 ans. La présidente et le directeur y ont brièvement résumé les activités actuelles de l'ensemble des services avant de partager avec les participants du rallye le repas de l'amitié préparé par les salariés en insertion du secteur Restauration.

Lieux d'hier disparus, lieux vivants d'aujourd'hui : ainsi se poursuit l'histoire de militants convaincus !

Jean Paillou

- Prochaine étape des réjouissances liées aux 70 ans : un « diner solidaire » aura lieu jeudi 29 novembre, salle des fêtes de Saint-Pierre-des-Corps.
- Pour se procurer le film réalisé à l'occasion de cet anniversaire (10 € le DVD), tél. 02.47.31.87.00 ou infos@entraide-et-solidarites.fr



Gaëtan Dehenne : ne l'appellez pas « contrôleur de gestion »...

Avec maintenant un budget supérieur à 12 millions d'euros et des services qui s'étoffent, la fonction de directeur financier de l'association était devenue nécessaire. Elle échoit à Gaëtan Dehenne, qui explique sa conception du métier.

Il a l'air presque effacé, mais ne vous y fiez pas, Gaëtan Dehenne est bien là, et en pleine activité. Et pour cause : son travail consiste à tout regarder, écouter, analyser, surtout après trois mois seulement de découverte d'Entraide et Solidarités. Qui plus est lorsqu'on aborde pour la première fois le secteur social et le domaine associatif, dans une « boutique » aux activités aussi nombreuses et diverses. Mais quelque chose nous dit que le directeur financier – le poste créé ce printemps – a vite appréhendé les données de son problème pour entrer dans le vif du sujet.

Originaire du Nord, il est âgé de 49 ans, marié, père de deux enfants, et sa formation est passée par l'expertise comptable et une école de commerce. Et c'est peu dire qu'il arrive après un riche parcours qui l'a conduit de l'industrie lourde (plâtrerie) à la pharmaceutique, puis de l'agroalimentaire au luxe, et de l'aéronautique à la logistique ! Il l'explique par le fait que ses spécialités, la finance et l'organisation, sont transverses, s'appliquent dans tous les secteurs d'activité. Ce qui ne l'a pas empêché de varier les plaisirs en allant des services financiers purs à l'ingénierie en passant par l'implantation de logiciels ou la conduite de projets.

Mieux gérer le quotidien

Mais pourquoi passer de ce monde du profit, ultra concurrentiel, à une association sans but lucratif ? « C'est un parcours de vie. Autour de 45 ans, c'est bien aussi de ne pas penser qu'à faire de l'argent, et de chercher à donner du sens à son activité... », assure Gaëtan Dehenne.

Pour l'heure, tout va bien de ce point de vue : « dès les entretiens de recrutement, j'ai senti qu'on était dans l'humain et j'ai rencontré des gens avec qui j'ai eu envie de travailler. Et la première impression se confirme, ça fait du bien de travailler avec les collègues que je côtoie. Je l'ai vérifié encore à l'assemblée générale, un mois seulement après ma prise de fonction, au fil des restitutions très pédagogiques et aussi

à entendre les émouvants témoignages des personnes accueillies ». Il souhaite garder « un rapport d'étonnement » avec son nouvel univers professionnel et sa gouvernance particulière, en équilibre entre professionnels et bénévoles. Mais il a vite compris ce qu'il pouvait apporter à l'association.

Il s'agit bien sûr des éléments financiers et des outils informatiques avec lesquels il jongle, et la préparation de l'AG lui a donné l'occasion d'être très vite en prise avec nos réalités. Si bien qu'il a pu rapidement dégager ses priorités, et mettre les fers au feu entre suivi du budget, demandes de subventions, répartition des frais de siège, compte administratif, etc.

Mais Gaëtan Dehenne a une vision bien plus large de sa mission, et c'est en l'exposant qu'il peut dissiper un probable malentendu : « je n'aime pas l'appellation de contrôleur de gestion. Je ne suis pas là pour embêter qui que ce soit, mais pour apporter un support sur le terrain, être proche des salariés et voir dans l'échange comment mieux gérer leur vie de tous les jours dans leurs services. Ce qui passe par une vérification des procédures, une analyse des organisations, et de la pédagogie pour ramener la notion de client – c'est-à-dire de service rendu, en interne et en externe – là où on s'en est éloigné. On oublie souvent le « client »... »

Pour ce qu'il a déjà repéré, Gaëtan Dehenne cite l'organisation et les systèmes d'information comme des points sinon faibles, du moins à travailler. Mais la tâche s'annonce bien puisqu'il a aussi identifié un point fort : « des gens engagés, qui ont une vraie envie de faire au mieux et un réel investissement ! »



Après 30 ans de services, Martine a tiré sa révérence

Ça devait arriver, c'est fait : Martine Béranger-Baritaud est partie pour les très grandes vacances ! Depuis presque trente ans qu'elle travaillait pour l'association, à des postes-clés d'accueil ou de secrétariat, elle en savait l'histoire et les protagonistes, les vertus et les difficultés, et tout le monde la connaissait, même depuis qu'elle passait l'essentiel de son temps au bureau de Loches de l'Entraide. Alors on imagine le nombre des services rendus aux anciens comme aux « petits nouveaux », et la qualité des conseils nourris d'une telle expérience.

Le tout enrobé d'une disponibilité et d'une gentillesse que la présidente n'a pas manqué de souligner lors du pot de l'amitié partagé au siège par nombre de collègues et d'administrateurs. La reconnaissance et la sympathie de tous se concrétisaient par quantité de cadeaux, tandis que Pascal Dabouis retraçait avec l'humour qu'on lui connaît cette riche carrière au sein de l'Entraide. Merci, et bonne retraite Martine !

Journées du bénévolat fin septembre

Tous les deux ans, les « journées du bénévolat » réunissent à la mairie de Tours la plupart des associations présentes en Touraine, et leur permettent de présenter leurs objectifs et leurs activités, de nouer des contacts avec d'éventuels partenaires et des candidats bénévoles. Cette année encore Entraide et Solidarités y sera, le week-end des 29 et 30 septembre prochains. Des administrateurs et des adhérents, bénévoles eux-mêmes, pourront y présenter les services de l'association, qui se sont encore diversifiés, et le large éventail des activités ouvertes au bénévolat.

Sans attendre, car il n'y a pas de trêve estivale pour la lutte contre la pauvreté et les exclusions, les postulants qui souhaitent nous rejoindre, ou simplement se renseigner, peuvent se présenter aux permanences de la commission Bénévolat, sans rendez-vous : jeudi 12 juillet, mercredi 1er août et mercredi 5 septembre, de 14h30 à 16h30 au siège (46 avenue Gustave-Eiffel à Tours nord). Ou laisser leurs coordonnées au secrétariat de l'association (infos@entraide-et-solidarites.fr).

Mineurs étrangers : l'accueil s'organise mais l'afflux persiste

Les données du problème restent les mêmes depuis un an. Il incombe au Conseil départemental de protéger et d'accueillir les jeunes étrangers isolés, dès lors qu'ils sont reconnus mineurs. Le Département confie aux associations l'accompagnement d'une partie d'entre eux. Entraide et Solidarités est du nombre.

Le Conseil départemental s'est tourné vers notre association, en juillet 2017, pour prendre en charge dans l'urgence ces jeunes qui commençaient à affluer alors que les structures d'accueil pour enfants étaient déjà saturées. Nous avons alors recruté des éducateurs pour s'occuper des 15, puis 30, puis 60 jeunes qui nous étaient confiés. Leur hébergement demeurait l'affaire du Conseil départemental, et ces jeunes sont restés à l'hôtel pendant des mois. Entraide et Solidarités étant chargée de les nourrir, les habiller, les distraire si possible, mais surtout de travailler à leur orientation après un bilan de compétences, d'assurer leur scolarisation en lycée ou en apprentissage, de travailler à l'obtention d'un titre de séjour, etc. Très vite, notre Centre de formation a pu également leur dispenser un enseignement du français. Et dans leur immense majorité, ces jeunes se montrent sérieux et volontaires, soucieux de réussir à s'intégrer. Les numéros successifs de Perspectives ont rapporté l'évolution de ce travail, nouveau pour nous, mais auquel l'association ne pouvait se dérober. Au terme d'une longue période d'incertitude, qui laissait tant les jeunes que l'équipe salariée dans une précarité difficilement supportable, la situation administrative a été régularisée. Après avoir chargé la Sauvegarde de l'Enfance de l'accompagnement de 100 mineurs, il y a moins d'un mois le Conseil départemental a confié le logement et l'accompagnement de 150 jeunes étrangers à trois autres associations qui avaient présenté une réponse concertée : à Entraide et Solidarités les 60 jeunes dont elle s'occupe déjà, 40 à l'Association Jeunesse et Habitat, et 50 à l'association des Apprentis d'Auteuil implantée à Loches. Pour mener à bien ce travail, nous avons dû étoffer l'équipe installée dans les locaux loués au Secours catholique, rue de la Fuye. Complétée

dans les prochains jours, elle sera composée d'un chef de service, six travailleurs sociaux, un psychologue, un animateur et un conseiller en insertion professionnelle. Et comme la mission comporte dorénavant l'hébergement des jeunes, nous recherchons des appartements – de type 4 de préférence, où ils s'installent en colocation – et en priorité dans l'agglomération tourangelle.

« Nous sommes à un point de rupture »

On le voit, l'accueil de ces « MNA » commence à s'organiser. Mais l'Indre-et-Loire fait partie des 15% des départements qui voient arriver 50% de ces migrants : 269 en 2016, 553 l'an dernier, et probablement 1 000 cette année. C'est celui qui en reçoit le plus en Centre-Val de Loire. Ils ont laissé leurs familles en Guinée, Mali, Côte d'Ivoire, etc. Humainement et financièrement – il faut bien rétribuer les associations qui font le travail – le Conseil départemental déclare ne plus pouvoir faire face : 11,9 millions d'euros consacrés l'an dernier à ce service, 20 millions peut-être cette année, des employés épuisés par la tâche, etc. Lors de la session de juin, le président Jean-Gérard Paumier a dit être arrivé « à un point de rupture », et son directeur général reconnaît que le Département, « mis au pied du mur, est complètement submergé ».

L'Etat faisant pour l'instant la sourde oreille aux appels à l'aide des départements, le Conseil départemental va (re)lancer à la rentrée un plan de recours à des familles d'accueil. Tout cela suffira-t-il ? Faudra-t-il « imposer » une solidarité entre les départements ? L'avenir le dira vite.

Relogement des réfugiés

Le précédent numéro de Perspectives rappelait que l'Etat, depuis le début de l'année, a entrepris de reloger en Touraine 256 « ménages » de réfugiés (en ce sens, un ménage peut être composé d'une personne seule comme d'une famille entière). Ce sont des étrangers qui bénéficient d'une protection internationale et ont obtenu l'asile en France. La préfecture a donc mobilisé tous les bailleurs sociaux pour leur trouver des logements, et a demandé à Entraide et Solidarités d'aider ces réfugiés à s'installer, à se familiariser avec notre mode de vie, nos institutions, et de les accompagner dans leurs démarches d'intégration. C'est le dispositif baptisé RAR (Relogement et Accompagnement des Réfugiés), pour lequel nous avons recruté une responsable, Lydy Da Silva Lagarto, et deux assistantes de service social, Raphaëlle et Marie-Laure. Fin juin, près de 60 ménages avaient été orientés vers nous par le comité technique, et les trois-quarts d'entre eux avaient intégré un logement.

Les « Familles solidaires » manquent toujours

Bien avant le programme RAR, nous avons entrepris l'opération « Familles solidaires ». Elle fait appel à des familles tourangelles qui acceptent d'accueillir pour quelques mois un ou plusieurs réfugiés, en assurant le gîte et le couvert. Notre association reste en soutien permanent de la famille, et se charge de toutes les démarches et actions d'accompagnement. Fin juin, 7 réfugiés étaient ainsi hébergés. A ce jour, nous avons permis l'accueil de 15 réfugiés. Mais des dizaines d'étrangers volontaires attendent encore une famille solidaire. Il faut le reconnaître : nous espérons un plus grand nombre de familles d'accueil. Le financement n'étant pas durablement assuré, et le public étant le même que celui du programme RAR, la question sera prochainement tranchée de savoir si notre association va pouvoir poursuivre l'opération...

Déménagement du Pôle social et médical : mission accomplie

Cinq jours pour ... déménager, emménager, s'installer, trouver nos repères. Et surtout quitter le 2, place Jean-Meunier ! Toutes les équipes du secteur social du PSM étaient mobilisées le 20 juin, ainsi évidemment que le SIPAE. Car il n'y avait pas moins de 700M² à aménager, cinq destinations à desservir et des centaines de cartons à déplacer, en plus du mobilier.

En effet, pour évacuer définitivement la place des Halles et investir

l'ancien Centre de Création contemporaine, une véritable valse des camions était organisée : vers les nouveaux locaux de la rue Marcel-Tribut, vers ceux de la rue de la Fuye, qui restent à équiper, vers le siège à Tours nord, pour stocker, vers la résidence Camus pour les stocks de la maraude, et enfin vers la déchetterie pour jeter ! Ce qui se traduisait par la présence d'équipes sur chaque site, une coordination mais surtout une organisation préalable millimétrée !

Une semaine n'était pas de trop face à l'ampleur de la tâche. Le SIPAE a mobilisé une équipe de 11 salariés en insertion ainsi que leur encadrant sur la quasi-totalité de la semaine pour venir à bout de ce chantier. Le PSM, quant à lui, a mis à disposition l'ensemble des salariés pour prêter main forte : guider, porter, installer et bien d'autres tâches encore.

Le vendredi 23 à 17h, tous les cartons étaient vidés, restaient des installations à poser, un réseau téléphonique et internet à finaliser. Mais l'essentiel était prêt... et la fatigue de cette semaine se faisait sentir !

Dans l'ensemble, ce déménagement historique s'est déroulé sans encombre, mais surtout il a suscité l'engagement de l'ensemble des équipes, qui ont dû travailler dans des conditions parfois pénibles du fait de la chaleur, du poids des cartons et autres difficultés. Les

responsables du service remercient donc chaleureusement toutes les personnes qui ont œuvré à la réussite de ce déménagement ! Le nouveau Pôle social et médical a pu ouvrir au public le 25 juin

Et le 4 juillet, plus de 150 personnes ont participé à son inauguration, en présence notamment de la préfète et du Directeur de la Cohésion sociale, de la vice-présidente du Conseil départemental et de l'adjointe au maire en charge des affaires sociales. Ce fut l'occasion pour la présidente de remercier tous ceux qui ont travaillé à ce transfert, notamment l'équipe de Hugues Kassa,



Pendant le discours de Marie-Paul Legras-Froment lors de l'inauguration

A Loches, les Compagnons Bâisseurs prêtent main forte



L'Association des Compagnons Bâisseurs intervient en faveur de l'amélioration de l'habitat des personnes défavorisées en région Centre-Val de Loire et dans le Lochois. Elle propose aussi des animations collectives à Loches : animations itinérantes, chantiers d'entraide, prêts d'outils. C'est ainsi que les Compagnons Bâisseurs ont proposé à l'équipe lochoise d'Entraide et Solidarités de rejoindre l'atelier « palettes ». Les résidents du CHRS de Loches et les salariés ont répondu à cette invitation. Et tous les jeudis après-midi de mars, les Compagnons ont organisé un « atelier palettes » dans un logement au cœur du quartier des Bas-Clos, mis à disposition par Val Touraine Habitat. L'atelier consistait à apprendre à réaliser des petits meubles en bois de palette : table basse, tabouret, banc, rangement, etc. Après deux heures et demie de travail, tous les participants s'affairaient à débarrasser et nettoyer le local dans une ambiance chaleureuse. Un thé, un café ou une autre boisson est proposé, et chacun repart, heureux de sa « création ».

Camille, Fabrice et Martine remercient vivement l'équipe des Compagnons Bâisseurs pour leur accueil, leurs conseils et leur aide lors de ces quatre ateliers.



Prison-Justice : au SPIP, faire du lien au quotidien

« **Le droit commun s'applique aux détenus. La prison, c'est une privation de liberté, pas une privation des droits** ». Olivier Trémine est, depuis le 1er mars, le nouveau directeur du Service pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP). Après un long intérim de six mois, c'est donc cet ancien conseiller d'insertion et de probation qui remplace Isabelle Larroque, partie à la Protection judiciaire de la Jeunesse.

L'administration pénitentiaire, Olivier Trémine la pratique depuis 1996. Il a travaillé à Montargis, Orléans, Chateaudun qu'il intégrera après avoir passé et obtenu un concours de cadre. « Je suis intervenu dans différents types d'établissements pénitentiaires, de la maison d'arrêt au centre de détention ». Son premier poste de direction, il l'effectuera à Blois, entre 2008 et 2015. A Orléans, il sera directeur adjoint d'une structure plus grande. De quoi le préparer à un poste de directeur de SPIP, à Tours cette fois.

Ce qui l'a amené à intégrer cette administration encore mal connue ? « J'étais attiré par les métiers de l'humain et de l'éducatif », explique l'ancien conseiller principal d'éducation. Et d'insister : « l'administration pénitentiaire a besoin de profils pluridisciplinaires ».

A Tours, Olivier Trémine a intégré un service « extrêmement bien structuré malgré de petites difficultés de ressources humaines », comptant vingt-quatre conseillers, deux personnels de surveillance (pour les bracelets électroniques), cinq personnels administratifs, quatre directeurs et une psychologue à mi-temps.

Les SPIP, services publics dépendant du ministère de la Justice, existent sous leur forme actuelle depuis 1999. Leurs missions ? « On agit toujours dans le cadre d'un mandat judiciaire. Notre mandataire principal est le juge d'application des peines. Nous travaillons en lien permanent. Nos interlocuteurs sont aussi le procureur de la

République, le juge des libertés et de la détention. Notre première mission est de prévenir la récidive. »

Les conseillers SPIP assurent également « un travail au quotidien dès le début de l'incarcération. Ils font le point sur la situation, le "choc carcéral", puis assurent le lien avec les familles, l'environnement proche. Nous sommes alors le seul interlocuteur pour gérer les aspects administratifs, les conséquences de l'incarcération et assurer la prévention du suicide ». Et le directeur d'insister : « Nous ne sommes pas là pour juger la personne, mais la mettre en situation de reprendre pied, de se mobiliser. Nous sommes à la confluence du judiciaire, du médical et du social ».

Pour mener leur mission à bien, les conseillers SPIP s'appuient sur un certain nombre d'intervenants : les conseillers Pôle emploi, le Greta, la Mission locale, les services d'Entraide & Solidarités... mais aussi le Planning familial, la Ligue de l'enseignement, etc. C'est également le SPIP qui recrute les visiteurs de prison. « Les bénévoles à l'intérieur et à l'extérieur ont un véritable rôle à jouer ».

La préparation à la sortie, pour éviter « la sortie sèche », fait aussi partie du travail mené tout au long de l'année. En milieu fermé comme en milieu ouvert, c'est-à-dire auprès des personnes en libération conditionnelle, ou soumises à un travail d'intérêt général, ou encore les condamnés à des peines avec sursis et mise à l'épreuve.

Vanina Le Gall



Olivier Trémine

EN CHIFFRES

A ce jour, les conseillers suivent 200 personnes incarcérées, 20 personnes en semi-liberté, 2 en placement extérieur. Sur une année, le SPIP suit 1 800 personnes dont 300 en milieu fermé. 60% d'entre eux vivent dans l'agglomération. 8% sont des femmes.

A SUIVRE

- > C'est à l'automne prochain que devrait être votée la loi de programmation Justice 2018-20. Elle prévoit de nombreuses mesures pour rendre la justice plus efficace, plus rapide et moderne. Seules les peines égales et supérieures à 2 ans conduiront en prison.
- > Les services du SPIP sont à l'étroit rue Albert-Dennery (une antenne se trouve aussi au cœur de la Maison d'arrêt). Ils pourraient déménager dans les mois à venir.
- > La justice « restaurative » se développe enfin en France, et le SPIP d'Indre-et-Loire y travaille. Une convention de collaboration va être établie avec l'association France Victimes 37.

Ça roule contre les violences faites aux femmes

En mai et juin, Entraide et Solidarités a participé à une opération proposée par Fil Bleu, le réseau de transport de l'agglomération de Tours, associé à la préfecture d'Indre-et-Loire et à la Métropole. Un bus « habillé » aux couleurs de l'opération a circulé sur la principale ligne. Et pendant quatre demi-journées, abondamment pourvu en documentation, il est devenu un lieu de rencontres entre femmes, hommes, jeunes publics et professionnels, pour échanger sur l'importance et la réalité des violences faites aux femmes. Une dizaine de partenaires se sont mobilisés comme nous pour l'occasion : Gendarmerie, Police, France victimes, Planning Familial, CHRU de Tours, Centre d'Information sur les Droits des Femmes et de la Famille, etc.

Notre association y montrait notamment l'activité de l'Athoba, le service de prise en charge thérapeutique des hommes auteurs de violences conjugales. Ils sont dirigés vers ce service par la justice, qui les oblige à se soigner, ou ils y viennent spontanément, ou encore sous la pression de leur entourage familial, médical, etc. A l'Athoba*, ils sont pris en charge par des psychologues pour des séances en groupe de parole ou un suivi individuel. Le service propose également des stages de sensibilisation aux conséquences de la violence conjugale, où les participants sont orientés par le parquet. Prochaine initiative le 30 novembre, salle des Halles, avec un forum, des mini-conférences, des expositions, etc.

*Pour tout renseignement : ATHOBA, 55 rue Marcel-Tribut, 37000 Tours. Tel.02.47.27.28.01 athoba@entraide-et-solidarités.fr (<http://entraide-et-solidarites.fr/athoba>)





Mohammad, un Afghan « oublié » par la France

L'auteur, cinéaste et écrivain, raconte dans ce récit comment un jeune Afghan arrive à Paris dans un hôtel particulier du XVIII^e siècle, et y est accueilli par Marie-France, la mère de l'auteur. Entre ces trois personnages va s'établir une communication difficile qui aura un surprenant dénouement.

La famille de Mohammad a fui l'Afghanistan en 1980, pour échapper à la guerre. Ils se sont installés en Iran, où il est né en 1994. Le père travaille dans le textile, mais doit fuir vers Téhéran. Impossible d'aller à l'école, on n'accepte pas les Afghans. Il faut fréquenter une école clandestine. La famille retourne à Kaboul, mais la vie y est difficile, ils sont chiites alors que la majorité est sunnite. A l'arrivée des troupes de l'ONU, des horizons nouveaux s'ouvrent. Mohammad, après bien des détours, servira d'interprète pour le contingent français. Quand la France se retire, elle oublie ceux qui l'ont servie. Mohammad est en danger de mort. Il lui faut absolument quitter le pays. La solution passe par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, mais il lui faut gagner le Sri Lanka. Après de nombreux contretemps, il arrive en France et obtient à Metz une carte de séjour. Il gagne Paris et connaît les foyers et la rue.

Il découvre SINGA (mouvement citoyen qui réunit réfugiés et société d'accueil), et c'est par ce biais qu'il se retrouve chez Marie-France, humaniste au grand cœur, qui l'héberge. Cet écorché vif ne s'acclimate pas facilement malgré les efforts de tous. Il faudra dix-huit mois pour qu'il retrouve un équilibre qui lui permettra de réaliser son rêve de toujours : faire des études. Grâce à « Wintegreat », un programme ayant pour but de redonner vie aux projets professionnels des réfugiés, il intégrera Sciences politiques sur le site du Havre.

Outre le parcours rocambolesque de ce jeune homme, l'intérêt de ce récit réside dans les liens très forts qui se tissent entre Marie-France, l'auteur et Mohammad. Sans cette relation puissante, on peut se demander ce qui serait advenu du jeune Afghan.

Pierre Trinson

Mohammad, ma mère et moi, de Benoit Cohen, 288 pages (Flammarion)

115 : Numéro gratuit de l'urgence sociale : 115

Je fais un don à Entraide et Solidarités

- Je soutiens Entraide et Solidarités dans son action. J'envoie un chèque à l'ordre de Entraide et Solidarités (une partie de votre don sera déductible de vos impôts)
- Si vous souhaitez soutenir une action particulière, merci de l'indiquer. Dans tous les cas, un reçu fiscal vous sera envoyé en fin d'année

J'ADHÈRE À ENTRAIDE ET SOLIDARITES

Je (Nom, prénom) :

Adresse :

CP : Ville :

Téléphone : e-mail :

J'envoie un chèque de 20 euros (5 euros si je ne suis pas imposable), pour un an, qui comprend l'abonnement à la revue *Perspectives* (quatre numéros par an). Un reçu fiscal vous sera envoyé.

Bulletin et chèque à renvoyer à :

Entraide et Solidarités, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours

JE M'ABONNE À LA REVUE PERSPECTIVES

Je souhaite recevoir Perspectives sans adhérer à Entraide et Solidarités

- 10 € - 4 numéros par an • Abonnement de soutien 25 € - Je joins un chèque de € à l'ordre de Entraide et Solidarités.
- Bulletin d'abonnement à renvoyer à : ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS - 46 avenue Gustave-Eiffel - 37100 TOURS

PERSPECTIVES, 4 numéros par an, ISSN-L 0981-6178

Rédaction & administration : 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 TOURS - Tél : 02 47 31 87 00 - Fax : 02 47 61 14 16

Directeur de la publication : Marie-Paul Legras-Froment

Comité de rédaction : Jean-Paul Mercier, Jean Paillou, Pierre Trinson, François Weil.

Mise en page & en image : Cawet communication - Impression : SIPAP-LOUDIN, Poitiers.

Gestion des abonnements : Alexandra Cailbeaux